



Asamblea Parlamentaria Euro-Latinoamericana  
Euro-Latin American Parliamentary Assembly  
Assemblée Parlementaire Euro-Latino Américaine  
Assembleia Parlamentar Euro-Latino-Americana  
Parlamentarische Versammlung Europa-Lateinamerika

**COMMUNIQUÉ DE LA COPRÉSIDENTENCE DE L'ASSEMBLÉE  
PARLEMENTAIRE EURO-LATINO-AMÉRICAINNE (EUROLAT) SUR  
SA PARTICIPATION À LA RÉUNION INFORMELLE DES  
MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'UE-27 ET  
D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES (ALC)**

**14 DÉCEMBRE 2020**

À l'occasion de notre participation, en qualité d'observateurs, à la réunion informelle des ministres des affaires étrangères de l'UE et d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC), qui a eu lieu en ligne et en présentiel à Berlin le 14 décembre 2020 et a été organisée par le haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne et la présidence allemande du Conseil, nous exprimons les considérations suivantes:

Les coprésidents de l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine (EuroLat) ont approuvé les conclusions des travaux des ministres des affaires étrangères de l'UE-27 et de l'ALC, qui demandent que les relations entre nos régions après la pandémie de COVID-19 se traduisent par un partenariat renforcé et innovant, fondé sur des intérêts et des valeurs communs, afin de faciliter une reprise économique, durable et inclusive, en utilisant les technologies numériques dans l'intérêt de tous et en relevant les défis du changement climatique.

Nous saluons et soutenons l'appel lancé par le haut représentant et la présidence de la CELAC en vue d'organiser un sommet birégional UE-CELAC en 2021 afin de redynamiser le dialogue au plus haut niveau, suspendu depuis 2015, et de lui donner un contenu concret. Nous nous félicitons également de la reconnaissance de la dimension parlementaire du partenariat, en particulier de l'Assemblée parlementaire EuroLat et de ses travaux.

Nous sommes convaincus que la reconstruction de nos sociétés et de nos économies après la pandémie de COVID-19 doit passer par une véritable transition écologique permettant de créer des emplois, de promouvoir des modèles d'économie circulaire et de favoriser le processus de décarbonation de nos économies. Nous nous félicitons de l'engagement fort que les ministres ont exprimé lors de la réunion de ce jour à l'égard de l'accord de Paris ainsi que de la volonté de trouver des formes de coopération entre nos deux régions qui nous permettent de nous soutenir mutuellement afin d'atteindre plus rapidement nos objectifs.

Nous estimons que les futures alliances numériques stratégiques entre l'UE et l'ALC, examinées lors de cette réunion, représentent une étape importante vers une réponse internationale commune et coordonnée à la pandémie de COVID-19 et offrent à nos sociétés de nouvelles possibilités de promouvoir une meilleure intégration économique et une économie numérique qui profite à tous les citoyens. Nous estimons également qu'il est essentiel que les alliances soient fondées sur des règles et des normes claires en matière de concurrence qui s'appliquent à d'autres secteurs et permettent de tirer pleinement parti des possibilités que la transition numérique peut offrir aux citoyens, aux entreprises et aux services publics, et qui garantissent la protection des libertés et droits fondamentaux. Un environnement numérique favorisant la libre concurrence entre les entreprises garantit mieux l'inclusion de tous les citoyens.

Nous espérons également que le renforcement de la dimension numérique aura une incidence sur le secteur de la santé qui pourra contribuer à améliorer les équipements de santé et, partant, à accroître l'efficacité des services médicaux fournis.

Nous soulignons qu'il importe d'améliorer et de garantir un accès effectif et universel à l'éducation, qui est le moteur du progrès social et la base permettant de stimuler les transitions numériques et écologiques nécessaires auxquelles nos continents doivent faire face.

Nous soulignons la nécessité de promouvoir la stabilité financière et l'accès au financement afin d'éviter l'aggravation ou l'exacerbation de la crise économique résultant de la pandémie. À cet égard, il convient de s'attaquer au grave problème de la dette afin que tous les pays disposent des ressources nécessaires pour lutter contre la COVID-19. Il sera essentiel que l'accès au soutien financier ne soit pas fondé uniquement sur le revenu par habitant; la crise économique est dévastatrice de manière générale et tous les pays auront besoin d'aide pour surmonter le recul social provoqué par cette crise.

Nous réaffirmons que la reconstruction et la réponse aux défis posés par la pandémie de COVID-19 nécessitent une stratégie et une coordination multilatérale forte ainsi que la coopération de l'ensemble de la communauté internationale. Nous estimons que l'approvisionnement en vaccin contre la COVID-19 est une priorité; nous nous félicitons que la distribution ait commencé dans certains États et appelons à ce que soit garanti un vaccin accessible, universel et gratuit pour tous les êtres humains, et nous soulignons qu'il importe de mettre en place des stratégies de vaccination, en tenant compte des défis et des vulnérabilités des deux régions, en particulier des territoires les plus pauvres d'Amérique latine et des Caraïbes.